



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2025/DRIEAT/UD77/182 du 18/12/2025
imposant des prescriptions complémentaires à la société SABLIÈRES DE MEAUX située au 29
rue du Général de Gaulle à POINCY (77470)**

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/063 du 18 juillet 2019 relatif aux conditions d'exploitation par la société SABLIÈRES DE MEAUX sur le territoire de la commune de Poincy d'une carrière de sables et de graviers, d'une installation de traitement des matériaux bruts, d'une installation de recyclage de béton issus de chantiers de démolition, d'une plate-forme de transit de matériaux et d'une centrale de fabrication de béton prêt à l'emploi ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD77 132 du 27 octobre 2022 prolongeant d'une durée de 2 ans la finalisation de la remise en état de la carrière exploitée par la société Sablières de Meaux située au 29 rue du Général de Gaulle à Poincy ;

Vu le dossier de porter à connaissance en date du 18 juillet 2024 de la société Sablières de Meaux portant sur la demande de prolonger de 2 ans l'autorisation d'exploiter la carrière de sable et de graviers alluvionnaires et sur la modification de sa remise en état ;

Vu le courriel du 05 septembre 2025 de la société Sablières de Meaux justifiant le retard dans la remise en état de la carrière et présentant le calendrier pour la finalisation de la remise en état ;

Vu l'avis du 25 avril 2025 de la Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne, complété par le courriel du 27 mai 2025 ;

Vu l'avis du 28 mars 2025 du propriétaire foncier, la SCI du Pont de Trilport sur le projet de modification de la remise en état de la carrière de la Sablières de Meaux et de la prolongation de la durée pour finaliser cette remise en état ;

Vu l'avis du 31 mars 2025 du maire de la commune de Poincy sur le projet de modification de la remise en état de la carrière de la Sablières de Meaux et de la prolongation de la durée pour finaliser cette remise en état ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-09/DCSE/BPE/M du 07 octobre 2025 portant ouverture et organisation de la participation du public par voie électronique relative au projet de prolongation de la durée d'autorisation et de modification de la remise en état de la carrière de sable et de graviers alluvionnaires de la société Sablières de Meaux, située au 29 rue du Général de Gaulle sur la commune de Poincy du 20 octobre 2025 au 03 novembre 2025 ;

Vu l'absence d'observation et de proposition formulée au cours de la participation du public par voie électronique ;

Vu le rapport et les propositions en date du 09/12/2025 de l'inspection des installations classées portés à la connaissance du demandeur ;

Vu l'observation présentée par le demandeur sur ce projet dans le délai de 15 jours fixé par le courriel du 18/12/2025 concernant le calcul des garanties financières ;

Considérant que la société Sablières de Meaux a pris du retard dans la remise en état de la carrière du fait d'un apport extérieur très faible en matériaux inertes en 2023 et 2024, et des conditions météorologiques très pluvieuses sur la majeure partie de l'année 2024 ;

Considérant la nécessité de prolonger de deux ans l'autorisation préfectorale de la carrière de la société Sablières de Meaux pour lui permettre de finaliser sa remise en état ;

Considérant que la société Sablières de Meaux prévoit de finaliser la remise en état de la carrière à la fin de l'année 2025 ;

Considérant que l'extraction de la carrière est terminée ;

Considérant que le projet d'une remise en état de la carrière en prairie au lieu d'une remise en état agricole paraît plus adaptée aux enjeux environnementaux locaux et à la configuration enclavée des parcelles considérées ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles L.511-1 et L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société Sablières de Meaux, dont le siège social est situé au 90 avenue Henry Dunant à Meaux (77109) est autorisée à finaliser la remise en état de la carrière de sables et de graviers, située au 29 rue du Général de Gaulle sur la commune de Poincy (77470), sous réserve du respect des conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/063 du 18 juillet 2019 susmentionné, modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

L'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/132 du 27 octobre 2022 susmentionné est remplacé par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune de Poincy et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Poincy pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

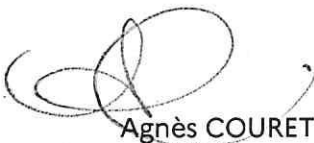
- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Poincy,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 18/12/2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Poincy,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 1. – PROLONGATION DE LA DURÉE DE REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE

L'alinéa 2 de l'article I.1. de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/063 du 18 juillet 2019 susmentionné est modifié selon les dispositions suivantes du présent article.

La société Sablières de Meaux n'est plus autorisée à réaliser des travaux d'extraction de sables silico-calcaires.

L'autorisation relative à la remise en état de la carrière est prolongée jusqu'au 18 juillet 2026.

ARTICLE 2. – CESSATION D'ACTIVITÉ DE LA CARRIÈRE

L'article II.4.1 « Cessation d'activité de la carrière » de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/063 du 18 juillet 2019 susmentionné est modifié selon les dispositions suivantes du présent article.

Lorsque l'exploitant initie la cessation d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt définitif des installations six mois au moins avant celui-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'alinéa III de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage précisé l'article 3 du présent arrêté.

L'exploitant transmet également au préfet, six mois au moins suivant l'arrêt définitif de l'activité d'extraction, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, d'une attestation établie par une entreprise certifiée de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, des opérations de remise en état prescrites.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné du plan topographique à jour du périmètre autorisé, rattaché au nivellement général de la France (système NGF Normal), le plan de remise en état définitif, la liste à jour des propriétaires fonciers et leurs adresses.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé d'Île-de-France et en informe le préfet.

Conformément au III de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester par une entreprise certifiée, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 3. – REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE

L'article III.14 « Remis en état du site » de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/063 du 18 juillet 2019 est modifié et complété par les dispositions du présent article.

La remise en état du secteur 2, défini à I.6.1 « Références cadastrales et territoriales » de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/063 du 18 juillet 2019 susmentionné, est à vocation naturelle avec la constitution d'une prairie, conformément aux plans annexés au présent arrêté.

ARTICLE 4. – GARANTIES FINANCIÈRES

Le chapitre V de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/063 du 18 juillet 2019 susmentionné est modifié selon les dispositions suivantes.

La société SABLIERES DE MEAUX constitue les garanties financières, dans un délai maximal de 1 mois, selon les dispositions suivantes et adresse l'acte de cautionnement correspondant au préfet dans le même délai.

Article 4.1. : Montants de référence des garanties financières

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de la mise à l'arrêt du site. Elles ne

couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations.

Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Pour la durée de l'autorisation, le montant de référence des garanties financières, en euros (T.T.C.), est précisé dans le tableau ci-après :

Phase	S1 MAXIMALE (en ha)	S2 MAXIMALE (en ha)	L MAXIMALE (en m)	MONTANT DE RÉFÉRENCE (Cr)
Du 18 juillet 2024 au 18 juillet 2026	0,09	2,8	0	133 578,00 €

La formule utilisée est la formule n°1 pour les carrières de roches meubles en nappe alluviale ou superficielle :

$$C_R = \alpha \times (S1.C1 + S2.C2 + L.C3)$$

avec :

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau (définitive) et des surfaces remises en état.

L = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

- Coûts unitaires (TTC) :
- C1 : 15 555 €/ha ;
- C2 : 34070 €/ha
- C3 : 47 €/m ;

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index0}} \times (1 + \text{TVA0}) = 1,38$$

$$\text{Index0} = (1 + \text{TVA0})$$

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 d'octobre 2025 (publié en décembre 2025) : $130,5 \times 6,5345$ (coefficient de raccordement) = 852 75
- Index0 : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 .

- TVAR : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
- TVA0 : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder le montant fixé dans le tableau ci-dessus.

Article 4.2. : Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 4.3. : Renouvellement des garanties financières

Sans objet.

Article 4.4. : Actualisation des garanties financières

Sans objet.

Article 4.5. : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article 4.6. : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4.7. : Document à transmettre concernant les garanties financières

L'exploitant fournit au 1^{er} février de l'année n+1 les valeurs maximales de S1, S2 et L de l'année n accompagnées du plan de situation correspondant.

ARTICLE 5. – DROITS DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Lorsqu'une installation soumise à autorisation est exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

À défaut, et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur a le choix de demander la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la réhabilitation du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

Annexe :

Plans de remise en état

FIGURE 6 : PRÉCISION DES COURBES DE NIVEAU DE LA REMISE EN ÉTAT SOLICITÉE



**FIGURE 7 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT
SOLLICITÉE**
SECTEUR SUD
(POURSUITE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT,
DE RECYCLAGE ET DE TRANSIT)



FIGURE 8 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT
SOLLICITÉE

A LA FIN DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT,
DE RECYCLAGE ET DE TRANSIT

